



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel C. Bach, avec la collaboration de Jacques Alvarez-Péreyre, J. Achille Mbembe, Philippe Bocquier, Robert Buijtenhuijs, Michel Cahen, Daniel Compagnon, Jean Copans, Denise Coussy, Dominique Darbon, Sani Mathias Kanse, Étienne Le Roy, Jean-Pierre Magnant, Patrick Quantin, Odile Reveyrand-Coulon, Comi M. Toulabor.

AMNESTY INTERNATIONAL — **Mozambique, indépendance et droits de l'homme 1975-1989.** — Paris, Les Éditions francophones d'Amnesty International, 1990, 64 p.

Édition légèrement augmentée de l'édition anglaise originale parue en 1989, ce petit livre est extrêmement utile et donne un grand nombre de détails sur l'évolution juridique du pays depuis l'indépendance. Certes, il s'agit de la conception volontairement et strictement limitée que *Amnesty* a des droits de l'homme : des problèmes tels que l'absence du droit d'association ou du droit de grève (précairement accordé en janvier 1990, en pleine vague de... grèves) ne sont donc pas abordés. La situation des prisonniers, le problème des disparus, l'activité des tribunaux militaires, etc., sont en revanche passés au peigne fin. Une longue lettre du ministre de la Justice à *Amnesty* est intégralement reproduite et expose clairement les efforts et progrès réels accomplis en faveur de la légalité et des droits de l'homme, dans le cadre maintenu du parti unique. La plus grande limite de ce livret vient des normes de travail d'*Amnesty* qui s'en explique largement

en page 14 : l'organisation s'adresse aux gouvernements et entités tenus de respecter le droit international, et non aux groupes informels ; le résultat de telles normes — qui sont compréhensibles — est que les atteintes aux droits de l'homme faites par le groupe rebelle RENAMO ne sont pas spécifiquement étudiées. Or, si elles n'excusent en rien celles pratiquées par le gouvernement, il ne faudrait pas oublier que, malgré tout ce que l'on peut critiquer chez le FRELIMO (je ne m'en prive pas !), c'est d'abord la RENAMO qui porte atteinte à la dignité humaine au Mozambique en 1990. [M.C.]

BAROIN (Catherine) et al. — **Gens du roc et du sable : les Toubou. Hommage à Charles et Marguerite Le Cœur.** — Paris, CNRS, 1988, 286 p. cartes et illustrations.

Hommage à Ch. et M. Le Cœur, spécialistes du Sahara nigéro-tchadien, le livre publié sous la direction de C. Baroin présente les hommes de ces régions, ceux que l'on nomme en France les « Toubou » et que l'on con-

naît au Tchad sous le nom de « Goranes ». Ces deux noms sont tout aussi impropres à désigner l'ensemble de « nomades noirs du Sahara », mais le second a au moins l'avantage d'être celui utilisé localement, même s'il est à peu près absent du livre.

Trop complexe pour être une œuvre de vulgarisation, cet ouvrage présente un intérêt inégal pour les chercheurs. C. Baroin, après une introduction où elle nous présente le monde toubou, nous donne une biographie et une bibliographie des travaux de Ch. et M. Le Cœur, puis nous livre un conte kécherda qu'elle commente. R. Buijtenhuis décrit l'attitude des Toubou dans la guerre civile. L'excellent instrument de travail qu'est la bibliographie présentée par H. Tourneux se limite, hélas !, aux seuls travaux présentant un intérêt linguistique : alors, pourquoi y faire figurer l'étude du capitaine Schneider et non celle du capitaine Dagnac ? Celle-ci, pas plus d'ailleurs que les classiques « *Tibesti* » de Beck et Huard, « *Borkou et Ounianga* » de Capot-Rey ou « *L'islam dans les tribus du Niger* » de Marty n'est signalée dans le livre.

Avec l'étude de P. Fuchs sur les Kanuri du Fachi (une population peu connue) et celle de J.C. Zeltner sur les Ulad Sulaymân (étude qui n'a rien à voir avec la région ou les peuples évoqués dans le reste du livre), l'étude de M. Brandily est l'une des plus enrichissantes de cet ensemble ; elle nous montre sa parfaite connaissance des hommes et du milieu à travers une analyse remarquable des inégalités sociales au Tibesti.

Spécialistes et non spécialistes apprécieront, par ailleurs, le témoignage de L. Caron sur son expérience d'administrateur en Ennedi, témoignage où se mêlent les descriptions pittoresques et les détails révélateurs de la réalité sociale de l'époque de l'indépendance.

L'ouvrage se termine par une série de textes de Ch. Le Cœur qui, s'ils sont difficiles à trouver ailleurs, n'en sont pas pour autant tous d'un grand intérêt. En dehors de la conférence sur le « Système des clans au Tibesti », on

ne retrouve pas l'auteur du « *Dictionnaire ethnographique tédà* » ou de la « *Grammaire et textes tédà-daza* ».

Je ne puis achever ce compte rendu sans revenir sur la présentation qui nous est faite, dans la plupart de ces études, des gens du nord du Tchad. En effet, alors que le Tchad et les amis du Tchad sont divisés entre « goranophiles » et « goranophobes », ce livre donne des Toubou l'idée de pillards en constante razzia, le poignard perpétuellement à nu pour venger un honneur dérisoire, mélange explosif d'hidalgos d'opérette, de bandits sardes et de pirates sadiques en quête de rapines. Mon expérience des peuples du Tchad m'en donne une vision plus nuancée que semble partager M. Brandily : tous les peuples ont le sens de l'honneur et, qu'il soit Tupuri, Hadjéray ou Abou Charib, le paysan tchadien n'acceptera pas plus de se faire insulter que son voisin nomade. Lorsque l'armée gouvernementale infligea au Mbang de Kira un outrage identique à celui infligé auparavant à feu le Dêrdé Oueddeye, les doux et paisibles Ngama se sont révoltés comme l'avaient fait les gens du Tibesti. Quant aux razzias sur les troupeaux, elles sont le fait de toutes les populations d'éleveurs ou de pasteurs, nomades ou sédentaires (comme l'a montré, pour les Massa, le livre de F. Dumas-Champion). Dans le climat politique actuel, de nombreux jeunes Goranes, essentiellement liés à la Garde présidentielle, se sont rendus insupportables aux autres tchadiens, ce qui a créé les bases d'attitudes racistes anti-Goranes dans le pays. Qui a connu les Goranes aurait aimé que l'on parlât, à côté de leurs qualités guerrières ou de leur sens de l'honneur, des souffrances endurées par la majorité d'entre eux pendant la guerre civile (seul, R. Buijtenhuis y fait allusion), de leur hospitalité et de leur sens de l'amitié. Ni anges, ni démons, les Goranes sont des hommes. [J.P.M.]

CAPELLE (Jean) — **L'éducation en Afrique noire à la veille des indépendances. Préf. de L.S. Senghor.** — Paris, Karthala-ACCT, 1990, 326 p. tabl., cartes, fotogr. NDIINGA OBA (Antoine) — **L'enseignement en Afrique. Cas du Congo.** — Paris, Présence africaine, 1989, 484 p.

C'est pour établir l'enseignement dans les colonies « sur les mêmes bases que dans la métropole » (p. 40) que, dans le cadre de la politique de l'assimilation, J. Capelle, alors administrateur et professeur, est appelé en 1947 à Dakar pour assurer la Direction générale de l'enseignement de l'AOF. Jusque-là, l'enseignement était seulement « conçu pour assurer la formation des indigènes en fonction des besoins de l'administration » coloniale (p. 24). L'auteur tente de faire une analyse de la sclérose de l'enseignement qui existait avant 1946, puis de la prise de conscience de la nécessité d'un changement débouchant sur la mise en place de structures et de politiques éducationnelles nouvelles. Si la réforme « capellienne » a dû lutter ferme contre l'inertie et le conservatisme de la bureaucratie et des milieux coloniaux, en revanche, elle a été vivement accueillie et soutenue par l'élite politico-intellectuelle africaine de l'époque menée par L.S. Senghor. Plus de quarante ans après la mise en place de cet enseignement assimilé, J. Capelle n'a pas eu le courage de poser un regard de critique sur son œuvre, se contentant de rapporter ses souvenirs, parfois un peu naïfs, de tournées d'inspection dans des territoires de l'AOF. On aimerait savoir pourquoi à la veille des indépendances, la métropole avait cru bon d'« assimiler » l'enseignement. J. Capelle laisse croire que qualité et enseignement assimilé riment ensemble. Même si des Africains soutiennent cela, faut-il éluder la question ? Un des résultats de cette assimilation que l'auteur se plaît à qualifier de « francité » (pp. 311-313), de « métissage culturel » ou d'« œuvre civilisatrice » de la France en Afrique a été de produire, par exemple, des Africains agrégés de grammaire française incapables de maîtriser leur propre langue maternelle,

complètement déclassée par l'éducation coloniale. Il en résulte de brutales disjonctions entre enseignement et sociétés africaines que l'auteur ne prend pas en considération. Dans la loi-cadre de 1956, l'éducation, la défense et la diplomatie constituaient des domaines réservés à la France. Et l'éducation dont il s'agit, c'était tout simplement cet enseignement assimilé. N'est-ce pas là en fait l'économie de la réforme capellienne ?

Il est rare de voir un ministre africain, de surcroît toujours en fonction, écrire un livre. Et, ce qui devait être alors un livre-événement n'est en réalité qu'une comédie de l'écrire. En effet, le ministre des Affaires étrangères du Congo a compilé ici ses anciens interviews, discours, et autres allocutions qui datent de l'époque où il était ministre de l'Éducation nationale de son pays (1977-1984) après avoir occupé diverses hautes fonctions dans l'enseignement. Ces interventions sont sériées en dix parties très inégales allant de trois misérables pages sur l'éducation pré-scolaire (quatrième partie) à plus de soixante-quinze fournies sur la coopération internationale (neuvième partie). Ces discours, purement protocolaires avec en prime la langue de bois si caractéristique des régimes pseudo-marxistes-léninistes africains, sont loin d'apporter des réponses adéquates aux innombrables problèmes de demandes en éducation des Congolais. De Monsieur le Ministre, qui en a pourtant les moyens intellectuels, on espérait une œuvre de réflexion dense et d'une analyse conséquente de la politique éducationnelle de son pays plutôt qu'une collection de vieux discours officiels insipides destinés aux « camarades du Parti congolais du travail ». [C.M.T.]

CHAMBERS (Robert) — **Développement rural. La pauvreté cachée.** — Paris, Karthala et CTA, 1990, 374 p. (Coll. Économie et développement).

La traduction — délicate et qui reste encore bien imparfaite — de l'ouvrage de R. Chambers me paraît particulière-

ment destinée aux étudiants avancés et aux jeunes chercheurs qui y trouveront les meilleurs apports de l'empirisme anglo-saxon et des conseils de méthode sur lesquels je voudrais particulièrement insister. Deux ensembles de savoirs sont en effet ici traités. L'un est apparemment central si l'on s'en tient au sous-titre ; mais l'étude de la pauvreté dans le développement ne fait l'objet que d'une cinquantaine de pages, d'un grand intérêt synthétique mais sans originalité. L'auteur nous rappelle que la pauvreté — clairement distinguée de la misère — est un engrenage de cinq facteurs interférant selon un modèle (p. 187) que chaque chercheur aura intérêt à exploiter.

Le second ensemble d'analyses qui précède et concrétise la recherche sur la pauvreté concerne les modes d'approche de la problématique même du développement. Si l'opposition entre la culture des praticiens et celle des universitaires est un peu simpliste — car elle différencie respectivement des « positifs » et des « négatifs » — et date maintenant car elle fut surtout caractéristique des années soixante-dix, d'autres réflexions sont bienvenues. Comment éviter le « tourisme en développement rural » (p. 26) ? Comment mettre en œuvre une « idéologie basée sur le doute, la perplexité et l'ouverture agnostique à l'évidence et à la discussion » (p. 79) ? Si, philosophiquement, la démarche de R. Chambers est bien courte, ce qu'il appelle « pluralisme » devant être approfondi, méthodiquement elle est bien venue car « la recherche a besoin d'approches ouvertes à l'imprévu », (p. 127). L'ouvrage illustre ces situations et les problématiques où, comme le train « une question peut toujours en cacher une autre », le chercheur se trouvant dans l'obligation constante d'adapter ses objectifs de recherche aux modalités réelles d'énonciation des problèmes sur le terrain. Ce qui a trait au savoir des populations et à la complémentarité des ethno-sciences et des sciences est ici particulièrement précieux (p. 157-170).

Cependant, R. Chambers n'évite pas toujours la démarche dualiste (par exemple dans son tableau des valeurs, p. 280), tout en critiquant les présupposés occidentaux et en oubliant parfois

« l'ouverture agnostique » qu'il préconise justement. L'auteur prête le flanc à la critique quand il parle de la décentralisation (p. 276) confondue avec la déconcentration de l'administration, quand il fait confiance à la réforme agro-foncière ou à la reconnaissance des droits des plus pauvres (p. 352) sans s'interroger sur le contenu et la portée de cette démarche en raison de l'importance idéologique de « l'état de droit » dans la lutte contre la pauvreté. Mais là n'est pas l'essentiel. En provoquant « une multitude de petits renversements », en justifiant que « la meilleure façon d'avancer et la plus sûre, est de procéder par petits élans et à petits pas » (p. 356), la démarche de R. Chambers offre à notre époque marquée par l'échec des méthodes et la ruine des idéologies, une solution minimale. Car il prouve que de même qu'on ne peut expliquer la marche qu'en marchant, on ne peut provoquer le développement qu'en développant au profit des plus démunis et selon leurs attentes. Même si l'ouvrage fait l'impasse sur certains systèmes d'oppression et ne parle guère du financement de la recherche ou des contraintes des coopérations bi- et multilatérales, il nous ramène à l'essentiel : changer la condition des pauvres. [E.L.R.]

CLAUZEL (J.) — **Administrateur de la France d'Outre-Mer.** — Paris, J. Laffitte et A. Barthélémy, 1989, 223 p.

Cette relation, presque au jour le jour, d'une carrière d'administrateur colonial dans 3 postes différents, jette incontestablement un éclairage intéressant sur la nature de cette administration. Certes, il s'agit d'une structure de domination, nul ne cherche à le nier ; toutefois, faute de moyens, l'administration coloniale en Afrique n'a jamais cherché à reproduire le modèle métropolitain. Structure souple et légère, elle ne pouvait que composer avec les sociétés qui l'entouraient. Ainsi que le montrent les trois « terrains » de

J. Clauzel, il n'y a jamais eu un modèle universel si ce n'est dans l'esprit des jeunes élèves de l'ENFOM, par ailleurs vite éclairés par des maîtres tel que R. Delavignette.

Le livre a également l'intérêt de présenter une administration coloniale sans prétention (à travers des actions de développement par petits projets), capable de s'adapter aux sociétés rencontrées. Voilà deux apports que les gouvernements africains et les sociétés de conseils occidentales feraient bien de méditer. Les universitaires, administrateurs d'aujourd'hui, auraient beaucoup à apprendre des « commandants » et *District officers* de l'époque coloniale qui ne pouvaient concevoir, faute de moyens, leur administration en dehors de la réalité sociologique locale. [D.D.]

EMGBA MEKONGO (Louis) — **Afriques sans foi ni loi. Mort aux droits de l'homme.** — Paris, Ed. La Bruyère, 1990, 509 p., annexes.

C'est à une célébration bien particulière des droits de l'homme que nous convie l'auteur, un économiste camerounais. Pour lui, le sous-développement économique et la faillite de l'Afrique résultent de l'absence d'États de droit dont se réclament pourtant tous les régimes du continent noir. A travers des procès dont il fut, la plupart du temps, l'objet et la victime dans son pays (les annexes reproduisent ces procès), l'auteur révèle l'ineptie générale des systèmes judiciaires africains, assujettis à des despotismes sanguinaires et corrompus, souvent pire que le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Mekongo dénonce également le danger de ceux qu'il appelle les « intellectuels claniques », mais les exemples qu'il apporte à l'appui de son argumentation semblent trop tirés par les cheveux pour emporter l'adhésion. De même, lorsqu'il démonte la réputation de l'éthos économique bamiléké que l'on croyait solidement établie par des études de terrain sérieuses (il semble que cela est un mythe à l'état pur !), là encore, l'auteur

s'y prend si mal que l'on a l'impression d'assister à un règlement de compte d'un non-Bamiléké (qu'on devine aisément à le lire) dont l'arrière-pensée échappe au simple lecteur non-Camerounais. Substituer un « tribalisme », qu'il dénonce, par un autre, est-ce une démarche intellectuelle sérieuse ? N'est-ce pas plutôt une conception assez singulière des droits de l'homme ? Tout ceci nuit à la crédibilité de l'ouvrage dont on retiendra tout de même un réquisitoire contre l'arbitraire et l'injustice qui entend également proposer des solutions. Celles-ci passent obligatoirement, selon l'auteur, par le respect des droits de l'homme et l'instauration d'États de droit. Même si ses propositions sont vagues et peu convaincantes, l'ouvrage a le mérite de s'inscrire au cœur du renouveau politique que connaît en ce moment l'Afrique, alors que les demandes en matière de droits de l'homme ont été longtemps occultées par des régimes musclés trop souvent soutenus à l'étranger. [C.M.T.]

ERCOLESSI (Maria Cristina) — **Italy and Sub-Saharan African in the Eighties : Development Aid and Foreign Policy.** — s.l., Centro Studi di Politica Internazionale, janvier 1990, 61 p.

D'une façon claire et synthétique, agrémentée de différents tableaux statistiques, cette monographie présente un très utile résumé des relations entre l'Italie et l'Afrique subsaharienne. Durant les années 1980, l'Italie a spectaculairement accru le montant de son aide publique au développement (portée de 0,16 à 0,37 % du PNB entre 1980-1981 et 1986-1987) et les deux tiers de son aide publique bilatérale sont destinés à l'Afrique subsaharienne. Trois zones sont plus particulièrement concernées : l'Afrique australe (États lusophones, Zimbabwe et Tanzanie), la Corne de l'Afrique et le Sahel. En Afrique australe, la politique italienne d'aide au développement va de pair avec une politique de « laissez-faire » à l'égard de

l'Afrique du Sud — dont l'Italie est le premier ou le second client européen depuis 1981. MCE souligne l'écart entre le soutien aux États de la SADCC et l'absence totale d'actions destinées à faire directement pression sur le régime sud-africain... Dans la Corne de l'Afrique, les relations privilégiées sont avec la Somalie et demeurent particulièrement solides, par delà les régimes successifs et les renversements d'alliance. [D.B.]

GRÉGOIRE (Luc-Joël) — **Le Zimbabwe ; évolution économique et perspectives.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 360 p.

Soyons gré à L. Grégoire de ne pas verser dans l'« afro-pessimisme ». « Au total », écrit-il en conclusion de son tableau économique, « les différents scénarios envisagés ne laissent augurer aucun pessimisme grave à moyen et long terme, les hypothèses les plus réalistes laissant présager au contraire une évolution favorable à l'économie zimbabwéenne ces prochaines années ».

A traiter le système économique comme une boîte noire produisant des données agrégées, le risque est grand de minimiser les influences imposées par le contexte politique et social. Les « bons points » accordés au Zimbabwe par les observateurs internationaux ne devraient pas masquer les difficultés et les blocages que rencontre son développement dix ans après l'indépendance. Une étude plus précise et une démarche plus critique n'enlèveraient rien aux mérites de l'expérience issue des accords de Lancaster House et seraient en tous cas plus aptes à fonder des comparaisons avec d'autres pays en développement. Il eut fallu pour ce faire une enquête plus approfondie en maints endroits du livre. Il est à cet égard dommage qu'un ouvrage dont l'orientation est ouvertement économique et financière s'interroge aussi peu sur la faiblesse des investissements étrangers et ne traite qu'en annexe la législation en vigueur, peu favorable au développement. Le lecteur

comprend mal qu'un pays qui semble présenter tant d'attraits draine aussi peu de capitaux. Il serait intéressant de noter par exemple que les sociétés qui quittent l'Afrique du Sud pour cause de sanctions ne viennent pas au Zimbabwe.

Le tableau de la situation agricole, politiquement très sensible parce que la paysannerie traditionnelle constitue la base électorale du parti au pouvoir, suscite également des interrogations. Luc Grégoire a bien vu le problème, cependant son optimisme productiviste le conduit à écrire que « les résultats enregistrés ces dernières années ont permis d'éclipser le problème de la redistribution des terres — projet manifestement trop onéreux à court terme — et favorisé une plus grande justice sociale ». C'est passer sous silence la question des squatters. A cet égard, les élections de février 1990 ont montré que la région où le pouvoir en place a été le plus contesté se trouve être le *Manicaland*, zone où se pose avec le plus d'acuité la question du « *resettlement* ».

L'analyse des secteurs miniers et industriels permet de dresser le bilan des différentes productions. On regrette toutefois l'absence d'éléments permettant une meilleure compréhension des interventions de l'État et des tensions entre actionnaires, technocrates et politiques. Le cas de la *Zimbabwe Iron and Steel Company* (ZISCO) n'est ainsi traité qu'en termes de production et de structure du capital alors qu'il a donné lieu à un important conflit entre le conseil d'administration et le gouvernement lors de la nomination par ce dernier d'un directeur africain.

Si la plupart du temps, l'analyse des statistiques officielles inspire à l'auteur des commentaires prudents et rassurants, il arrive parfois que l'exercice tourne à l'humour involontaire. C'est le cas lorsqu'on lit, dans le chapitre consacré au tourisme, que la « *Zambie* [est le] second pays d'origine des visiteurs étrangers avec 133 900 personnes, soit 29,5 % du total ». Dépourvus de permis de travail et pénétrant sur le territoire avec le statut de visiteurs, il n'est pas certain que ces touristes soient en mesure de contribuer fortement aux rentrées de devises dans la rubrique « tourisme »...

L'ouvrage de Luc Grégoire a le grand mérite de tirer parti de données parfois inédites et de les avoir présentées de manière synthétique. Il est dommage qu'il ait renoncé à s'interroger sur les limites des sources utilisées, ce qui l'empêche parfois de prendre des distances suffisantes par rapport aux discours officiels sur le développement. [P.Q.]

Inside South Africa's Death Factory, a Black Sash Research Project, février 1989, 53 p.

Ces quelque 53 pages se passent de toute illustration : les statistiques sont là, et surtout ce qui se cache derrière elles. On connaissait depuis longtemps le triste record détenu par l'Afrique du Sud dans l'application de la peine capitale, mais sait-on qu'en 1987 un condamné a été pendu tous les deux jours ? Les chiffres donnés et la totale inhumanité du système pénitentiaire dont les noirs sont victimes décrite ici par le menu, sont corroborés par deux articles parus dans le *South African Journal of Human Rights* (vol 5, part 2, 1989) : « The Death Penalty in the Cape Provincial Division 1986-1988 », et « The Living Dead : Living on Death Row ». L'état de la justice actuelle, le rôle des juges dans la distribution (inégaie) des peines, mais aussi ce que devrait être un système judiciaire fondé sur l'état de droit dans l'Afrique du Sud d'après l'apartheid, sont mis en évidence. [J.A.P.]

KOTOKO (Ahmed) — **Le destin de Hamai ou le long chemin vers l'indépendance du Tchad**. — Paris, L'Harmattan, 1989, 226 p.

CLAUSTRE (Pierre) — **L'affaire Claustre : autopsie d'une prise d'otages**. — Paris, Karthala, 1990, 453 p.

Au sujet de ces deux témoignages personnels, qui ont en commun de traiter d'événements politiques concernant

le Tchad, je dois avouer une certaine perplexité dont j'essaierai de rendre compte.

Le premier a été rédigé par Ahmed Kotoko, né en 1918 dans l'extrême-nord du Cameroun et qui a été de 1947 jusqu'en 1961, date de son expulsion vers son pays natal par Tombalbaye, l'une des personnalités politiques les plus en vue du Tchad (plusieurs fois ministre, président de l'Assemblée nationale, etc.). Or, il ne fait aucun doute qu'Ahmed Kotoko, dans ce livre, s'exprime librement, tel qu'il est, et que le travail d'édition est resté réduit. Le procédé a des avantages et des inconvénients.

Principal avantage : la sincérité. A la fin du livre on a l'impression de bien connaître l'auteur dont le trait de caractère principal semble être la naïveté. Tout au long de ses mémoires, Kotoko ne cesse pas de s'émerveiller de son ascension sociale rapide, nous énumère ses titres, ses voyages, ses rencontres avec des personnalités africaines et françaises, étale le compte de ses revenus, mais décrit aussi les grenouillages qui ont marqué les premières années de la vie politique tchadienne (l'auteur change de parti comme de chemise, sans états d'âme et tout en affichant une bonne conscience qui finit parfois par agacer). Témoignage sincère donc, mais qui, et c'est là le principal inconvénient, ne vole pas très haut. Kotoko voit la vie politique tchadienne par le petit bout de la lorgnette et ne se livre nullement à une analyse approfondie des forces sous-jacentes qui ont régi les événements auxquels il a été mêlé. Le lecteur se perd parfois dans des passages confus, et pour l'historien-politicologue ce livre est d'un intérêt limité. C'est un document de premier ordre, par contre, pour l'historien des mentalités du fait de la lumière qu'il jette sur un acteur politique important de la période de la décolonisation africaine.

Je me pose cependant la question de savoir s'il fallait publier ce texte ? Oui, sans doute, car toute censure est détestable. Et pourtant, je ressens un certain malaise. Le livre nous donne finalement une image assez négative des premiers

leaders politiques africains, de leurs capacités intellectuelles et de leur manque d'idéalisme. De ce fait, des partisans de M. Le Pen pourraient en faire un usage qui n'aurait été prévu (encore moins souhaité) ni par l'auteur, ni par l'éditeur. C'est le danger inhérent de ce genre de publications et l'on n'y peut rien, mais il serait souhaitable que les Éditions l'Harmattan songent aussi, dans l'avenir, à donner la parole à des hommes politiques africains d'un peu plus d'envergure.

Quant au témoignage de Pierre Claustre sur l'affaire du même nom, on est tenté de dire : enfin ! cela fait des années qu'on attend ce livre et nous voilà donc enfin en possession du point de vue de l'un des principaux acteurs de la prise d'otages de Bardaï qui a fait couler tant d'encre à l'époque. Disons tout de suite que ce livre, bien que parfois un peu long, est bien écrit et qu'il se lit comme un roman. Il enlève indiscutablement quelques doutes qui subsistaient depuis longtemps et contient un certain nombre de « révélations » sur des détails importants dont les historiens à venir auront à tenir compte. Cependant, et Pierre Claustre nous en avertit dans son avant-propos, il n'y a pas de révélations majeures, contrairement à ce que l'on aurait pu espérer.

On peut alors s'interroger : Claustre dit-il vraiment tout ? Il est difficile de répondre à cette question. On a à certains moments le sentiment que l'auteur fait l'impasse sur des épisodes défavorables à des hautes personnalités françaises et qu'il applique une sorte d'auto-censure, mais son texte montre aussi qu'il a été lui-même souvent tenu dans l'ignorance de ce qui se passait dans certains bureaux parisiens à l'époque où il se battait pour la libération de sa femme. En tout cas, ce livre est loin de clore le dossier. Beaucoup de questions restent en suspens et nous ne savons toujours pas, après lecture de ce document, quelles ont été les erreurs (et commises par qui) ayant abouti au long (et probablement inutile) calvaire des époux Claustre. Là encore, l'analyste se sent mal à l'aise : il a tendance à féliciter Pierre Claustre d'avoir enfin livré sa part de vérité, tout en regrettant que l'auteur n'ait pu aller plus loin. [R.B.]

LAUDOUZE (André) — **Djibouti nation carrefour.** (2^e éd. revue et complétée). — Paris, Karthala, 1989, préface d'Haroun Tazieff, annexes et bibliographie.

De prime abord, ce petit livre pourrait sembler utile au voyageur ou au coopérant qui s'envole pour découvrir le micro-État de la Corne de l'Afrique : itinéraires touristiques, anecdotes, souvenirs personnels et conseils pratiques donnent à l'ouvrage les allures d'un guide — un genre au demeurant tout à fait respectable. Le lecteur devra toutefois passer outre les bons sentiments et la naïveté qui colorent les chapitres consacrés à l'histoire politique du territoire. Plus fondamentalement, il devra également s'accommoder du panégyrique du président Hassan Gouled auquel l'auteur se livre sans retenue.

Magnifiant le rôle historique du « Père de la Nation », souscrivant à son discours de légitimation abondamment cité au fil des pages, l'auteur ne signale qu'incidemment la dictature du parti gouvernemental (RPP), qu'il justifie par le besoin d'une « structure politique forte » pour « conscientiser » la population (p. 83), et la concentration des pouvoirs entre les mains du président djiboutien. L'élection de l'Assemblée au moyen d'une liste partisane unique ne le dissuade pas de la juger « représentative » (p. 78). L'interdiction de toute opposition, parlementaire ou non, est approuvée au nom de « l'unité nationale » qu'incarnerait à lui seul Hassan Gouled (p. 107). Les opposants se voient étiqueter : « éléments frustrés dans leurs ambitions personnelles » (p. 94) ou « aventuriers » (p. 100).

Aucun recul critique donc dans les jugements de M. Laudouze, mais un monotone dithyrambe. La responsabilité des pratiques néo-patrimoniales, évoquées de façon elliptique, incombe bien sûr aux exécutants et non au Prince. Tout est de la même eau ! Pour le chercheur comme pour l'amateur éclairé, un livre superflu. [D.C.]

LEWIN (André) — **Diallo Telli : le tragique destin d'un grand Africain.** — Paris, Jeune Afrique, 1990, 223 p.

Ancien ambassadeur de France en Guinée, André Lewin a reconstitué l'itinéraire de celui qui devint le plus illustre des martyrs de la dictature de Sékou Touré. De nombreux témoignages sont rassemblés et divers documents intéressants publiés. Ils sont l'occasion d'évoquer en détail l'épisode peu glorieux des manœuvres dilatoires, imposées à la diplomatie française par le général De Gaulle lors de l'admission de la Guinée aux Nations Unies. De l'expérience de Diallo Telli en tant que Secrétaire général de l'OUA, André Lewin brosse un tableau assez terne, mais pouvait-il en être autrement sans avoir accès aux documents de l'organisation inter-africaine sur cette période ? Diverses approximations (sur la guerre civile nigériane notamment) entachent la portée des analyses plus générales. Sur le retour de Diallo Telli en Guinée, son « procès » et sa fin tragique, cet ouvrage complètera utilement celui de A. Diallo publié alors que S. Touré sévissait encore. [D.B.]

MONIMART (Marie) — **Femmes du Sahel, la désertification au quotidien.** — Paris, Karthala et OCDE, 1989.

A partir d'une enquête menée dans cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal) l'auteur démontre, par un échantillon fourni d'exemples, combien les femmes sont parties prenantes de la lutte contre la désertification. Les actions féminines apparaissent vigoureuses, courageuses et sous-tendues par une conscience aiguë des effets quotidiens et à long terme d'une situation désastreuse. Ces femmes ont le sentiment d'avoir une part de responsabilité dans ce processus dont, les premières, elles mesurent les conséquences, car confrontées

aux problèmes de l'eau, du bois et de la nourriture. Elles seraient des victimes conscientisées que les pouvoirs publics négligent beaucoup trop. De plus, la désertification entraîne un total changement du paysage social. La déforestation, la dégradation des sols provoquent l'exode des hommes. Les femmes se retrouvent seules, abandonnées durant des périodes indéfinies, leurs responsabilités et leurs tâches sont écrasantes, les ressources de l'environnement s'épuisent, les rendements sont plus faibles, l'aide alimentaire a des effets pervers, ... etc.

Les facteurs négatifs interagissent et s'accroissent mutuellement. Face à ces infortunes les femmes s'organisent et s'efforcent d'y remédier. Simultanément et paradoxalement la démographie des pays sahéliens augmente depuis trente ans. Les femmes sont plus fécondes. Sécheresse et natalité importante sont liées. Les mutations sociales en sont la cause. Les équilibres socio-relationnels et *a fortiori* les rapports entre hommes et femmes sont déstabilisés, les coutumes se perdent et l'espace traditionnel des naissances n'est plus respecté (l'abstinence sexuelle entre époux jusqu'au sevrage de l'enfant donnait lieu à une naissance tous les trois, quatre ans). Les femmes expriment la lassitude immense causée par les maternités rapprochées et comprennent que leur fécondité élevée contribue à la famine.

Tous les gouvernements ont une politique de planification familiale datant de plus d'une décennie. Mais leur position reste ambiguë au vu des moyens encore trop réduits mis en œuvre récemment. Des cinq pays retenus par l'auteur, tous n'en sont pas au même point dans leurs actions, mais tous (sauf la Mauritanie) bénéficient de l'aide soutenue d'organismes étrangers (surtout nord-américains). Les plus hermétiques à ces changements sont les maris bien que leurs épouses soient très demandeuses. Les solutions apportées aux problèmes de désertification et de démographie s'articulent aux conceptions et considérations à l'égard des femmes.

Ce livre est un long plaidoyer en faveur des femmes. La promotion socio-

économique de celles-ci et leur prise en compte par les gouvernants dans les actions de lutte contre la désertification constituent la seule solution. L'auteur parle de lucidité et de sagesse féminines sur un ton un peu optimiste (les effets positifs du malheur), presque euphorique (éventail abondant des entreprises féminines). On peut regretter cette façon un peu idyllique de présenter une situation peut-être moins uniforme et moins « militante ». Notons cette mise en garde finale : cesser de privilégier les villes car cela implique négliger le milieu rural, ce qui contribue à l'exode et à tous ses maux. [O.R.C.]

QABULA (Alfred Temba) — A Working Life Cruel Beyond Belief. — Durban, University of Natal, Department of Industrial Sociology, 1989, 111 p.

Ce récit, publié par le National Union of Metal Workers of South Africa avec l'aide du très actif Culture and Working Life Project de l'université du Natal, décrit l'itinéraire de Qabula, depuis son enfance troublée dans le Pondoland au début des années 60 jusqu'à son entrée à l'usine Dunlop de Durban où il est vite devenu responsable syndical. Son activité, sa volonté de convaincre avec la seule force de ses arguments et la solidarité de ses compagnons de travail, sa solide confiance aussi, l'ont amené à participer activement à l'élaboration de pièces dans le cadre du théâtre ouvrier du Natal. On peut s'étonner que Qabula et ses camarades de lutte aient préféré publier ce livre en anglais plutôt que dans sa version originale en Zulu. Si le but était d'atteindre le plus grand nombre de Blancs et de Noirs, le pari risque d'être contrarié par le fait que, peu après sa parution, le livre s'est vu soumis à restriction (« restricted »). Seuls sont autorisés son dépôt légal et son achat par les bibliothèques universitaires. Cette décision ne doit pas empêcher les lecteurs d'essayer de se procurer ce livre

essentiel en attendant qu'un éditeur se trouve pour une version française. [J.A.P.]

RISS (Marie-Denise) — Femmes africaines en milieu rural. — Paris, L'Harmattan, 1989, 218 pages.

L'anthropologie est en train de perdre peu à peu, un objet d'étude qui lui appartenait en propre en Afrique, il y a quelques années encore. Depuis la proclamation par les Nations Unies de l'Année internationale (1985) de la Femme, la condition féminine, ou plus exactement celle des Africaines, est devenue un sujet de recherche pour les autres disciplines des sciences sociales. Aujourd'hui, c'est au tour de la géographie de (re) découvrir les femmes africaines. Marie Denise Riss, géographe de son état, nous amène non point dans l'ensemble africain, comme le laisse croire le titre de son ouvrage, mais au Sine Saloum, le grand bassin arachidier du Sénégal. Elle nous y conduit jusqu'au cœur de la petite ville de Sokoué, au Sud Ouest de Kaolack, et dans divers villages environnants, pour nous raconter à travers des anecdotes l'organisation de la vie quotidienne des femmes dans une société culturellement patrilinéaire, fondée sur une division sexuelle des tâches et de l'espace social. L'auteur essaie aussi sans parti pris, de montrer comment ces femmes en tant qu'agents économiques, négocient ou tentent de négocier leur insertion dans un monde où le système traditionnel d'échange a fait place à une monétarisation de l'économie.

Du point de vue de la forme, l'ouvrage est très agréable à lire, bien écrit et plein d'anecdotes. On y trouve même des photographies. On regrettera que le fond soit un peu trop descriptif, sinon superficiel, malgré quelques tentatives, trop parcimonieuses, d'analyse. Peut-on suggérer, sans vouloir s'engager dans un débat d'ordre épistémologique, que l'auteur paraît ici victime de sa propre formation. Ceci étant dit, cet ouvrage n'en fait pas

moins partie de ceux dont on conseillera volontiers la lecture. [S.M.K.]

SAVANE (Landing) — **Populations, un point de vue africain.** — Anvers, Éditions EPO, 1988, 213 p., bibliogr. (Distribution en France : Les Éditions Ouvrières).

L'ouvrage de Landing Savané est remarquable à plusieurs égards. Nous aurons dans nos bibliothèques un livre de référence sur les problèmes de population, qui privilégie le point de vue africain sans pour autant entrer dans le dogmatisme tiers-mondiste ni dans une vision exclusivement africaniste. C'est avant tout un ouvrage écrit par un scientifique qui prend des positions politiques, ce qui est malheureusement trop rare en démographie. Dans les chapitres I à IV, l'auteur nous offre un panorama des aspects classiques de la démographie, bien documenté et présenté d'une manière synthétique que le lecteur non-averti pourra apprécier. C'est une excellente introduction à l'étude des populations, que n'importe quel enseignant (d'Afrique ou d'ailleurs) pourrait employer pour dispenser un cours clair et général sur les problèmes de population. Dans les chapitres suivants, les questions d'actualité sont développées et des réponses y sont proposées. Il s'agit bien entendu d'un texte très engagé comme on peut s'y attendre d'un auteur qui est aussi un leader politique de l'opposition dans son pays (le Sénégal). L'auteur soutient que le problème de la population ne se pose pas en termes de nombre mais de structure et de rapports de production. Ce qui rend caduc le problème des ressources naturelles. Des positions anti-malthusiennes émergent de l'ouvrage à plusieurs reprises : c'est d'ailleurs semble-t-il la vivacité du néomalthusianisme, qui est à l'origine de sa rédaction.

L. Savané mêle deux regards : celui du démographe, à travers les questions de la femme et du poids de la population africaine dans le monde, et celui de l'économiste, à travers les questions

du développement et de l'agriculture en Afrique. Il utilise des concepts « macros », indispensables à l'exposé des problèmes de population, mais qui sont parfois inadaptés à l'analyse micro-sociale. Ainsi, s'inspirant de la critique marxiste du mode de production capitaliste, l'auteur croit bon reprendre les thèses sur l'exploitation du prolétariat pour expliquer les rapports dans la famille, et plus particulièrement entre l'homme et la femme : ainsi assimile-t-il la femme au prolétaire (Engels, cité par l'auteur), voire à l'esclave. Or du point de vue marxiste même, les rapports dans l'unité de production ne sauraient se résumer aux rapports entre unités de production, et aux rapports de production en général. L'unité de production familiale est d'abord une unité de reproduction : la femme y joue, auprès des jeunes enfants, un rôle indéniable de formation des rapports et de distribution des rôles entre les sexes. Lorsqu'à ce propos, on remarque le conservatisme des mères, les féministes parlent alors d'aliénation... ce qui est encore déposséder les femmes d'une conscience. En fait, l'explication féministe des rapports entre hommes et femmes retourne comme un doigt de gant la conception patriarcale de ces rapports. Pas plus l'une que l'autre n'expliquent ces rapports, ni ne sortent du débat idéologique. Qu'est-ce que le féminisme sinon une forme de sexisme ?

La conception féministe est à la base de la critique de la polygamie, comme mode d'asservissement de la femme. Ce n'est pourtant que s'arrêter à la surface des choses. Des études démographiques ont aidé à relativiser le phénomène polygamique. En effet, si dans certains pays un homme peut certes posséder plusieurs femmes à la fois (souvent du reste, tard dans sa vie), la différence d'âge au mariage entre époux et le remariage fréquent après veuvage ou divorce, ont pour conséquence que la femme peut également avoir plusieurs maris successivement au cours de sa vie. Comme souvent dans la littérature féministe, l'auteur confond règle matrimoniale et pratiques sexuelles et affectives. Qui peut affirmer que les femmes de polygames ne connaissent pas d'autres

hommes hors du mariage ? De plus, les changements de la structure du marché matrimonial aidant, on voit apparaître de nouvelles stratégies dans les rapports hommes/femmes, qui peuvent déborder le cadre strict du mariage. Sur le chapitre des rapports entre les sexes, l'auteur a le mérite, et c'est rare en démographie, de mentionner le phénomène de l'homosexualité, masculine et féminine. Ce n'est pourtant que pour dire que c'est là le « reflet » d'un « désarroi de l'individu et d'une dérive sentimentale et affective ». Et voilà le psychologisme revenu au galop, avec en sus les interdits moraux : les besoins affectifs n'ont pourtant pas de sexe ; l'homosexualité n'a pas attendu « l'instabilité structurelle des relations hommes/femmes » pour exister. En revanche, c'est l'émergence des causes et revendications « gay » qui est le phénomène nouveau, comme l'est d'ailleurs le mouvement féministe...

Citant les projections du FNUAP pour la fin du XXI^e siècle, l'auteur souligne l'excédant probable (175 millions) du nombre de femmes sur celui des hommes. Il en tire des conclusions harsardeuses sur un déséquilibre du marché matrimonial. Pourtant, ce spécialiste des problèmes de population devrait savoir que l'excédent dégagé par les projections se concentre essentiellement, du fait d'un vieillissement, sur le haut de la pyramide des âges. Rien à voir avec un excédent de jeunes filles ! C'est cette même illusion des chiffres qui permet à l'auteur d'affirmer que la croissance démographique des populations africaines d'une part, le jeu des migrations et des métisages entraîneront d'autre part, une réduction en proportion de la race blanche sur la planète. La race noire resterait plus « pure », par l'« absorption » des métis en son sein. Nous nous permettons de douter de telles assertions basées essentiellement sur la couleur de peau : ne faudrait-il pas plutôt parler de métissage culturel, particulièrement en Afrique où de grands mouvements migratoires ont de tout temps agité les peuples ?

Les changements de proportion dans les races ne doivent pas faire illusion quant aux rapports Nord-Sud : rien ne nous permet de dire qu'ils seront plus égalitaires du fait d'une simple pression numérique des plus pauvres. Il ne faut pas trop attendre de la « bombe humaine » (selon l'expression de l'auteur) : sans un véritable effort d'éducation et de formation, la jeunesse restera une ressource inexploitée et ne pourra sortir le continent de sa dépendance à l'égard des pays développés.

L'auteur suggère la « fin des grandes villes » par un redéploiement vers les zones rurales et les villes moyennes. De fait, il est possible que le processus soit déjà en cours. En effet, la baisse du niveau de vie a frappé plus durement les citadins que les paysans. Un nivellement des revenus par le bas s'est produit qui freinera sans doute l'élan vers les métropoles. Il s'agirait alors d'accompagner ce mouvement de décentralisation par une relance des investissements en milieu rural, plutôt que de favoriser la culture et l'industrie d'exportation. Comme le dit L. Savané, une véritable indépendance alimentaire nécessite la production sur place des outils et, donc, des transferts de technologie.

A l'heure des désenchantements, des compromis et du pragmatisme, le « osons le dire, l'Afrique a besoin d'une révolution » de L. Savané, fera sourire plus d'un parmi ses lecteurs, pour qui le socialisme scientifique, plus en Afrique peut-être que partout ailleurs, n'est qu'un rêve, une vision de l'esprit. Le ton même, très militant, sur lequel sont proférées les prévisions d'une société meilleure, agacera certains, ceux revenus du marxisme tout comme ceux qu'il n'a jamais convaincu.

Alors que ses ressources humaines et naturelles ne manquent pas, c'est bien l'espoir autour d'un projet de société, qu'il faut rendre à l'Afrique. Gageons que le livre de L. Savané y contribuera. [P.B.]

THESIGER (Wilfred) — **The Life of My Choice.** — London, Collins 1987, 159 p.

Le grand Thesiger apparaît à la lecture de ses mémoires moins grand qu'il n'a pu le faire croire. Et il est avant tout un explorateur de l'Afrique, bien que sa réputation soit fondée sur ses voyages et ses séjours en Arabie et en Irak : l'Éthiopie où il a grandi, le Soudan où il a assumé ses premières fonctions (coloniales), le Kenya où il vit depuis dix-neuf ans. Le titre du livre résume en quelque sorte la volonté mégalomane de l'auteur qui recherche la pureté des relations avec les derniers vrais hommes (les femmes n'ont pas de place dans l'univers de Thesiger). La réussite selon Thesiger fut d'avoir pu visiter des lieux perdus et « d'y avoir été juste à temps ». Il est vrai que certains des hauts lieux de ses pérégrinations sonnent comme une litanie des catastrophes du Tiers-monde : Éthiopie, Soudan, Afghanistan, Irak et même nord-Kenya.

Le héros de l'auteur s'appelle Haïlé Sélassié (car son père fut le premier ambassadeur britannique en Éthiopie en 1909) et évidemment Thesiger symbolise les horreurs du totalitarisme. Cette vision du monde est contradictoire : les nomades du Darfur, les Nuer du Sud Soudan font l'objet d'une compréhension intime et chaleureuse. Mais l'autorité coloniale est dans l'ordre des choses ; il y a des bons et des mauvais chefs.

Cela dit son ouvrage et un témoignage de première main sur l'Afrique des années 1933-1945, sur la politique coloniale et militaire britannique et sur l'atmosphère des relations sociales africaines encore bien « naturelles » à certains égards.

Certes Thésiger passe, voyage, bouge, s'aménage son petit confort personnel ; il n'est jamais seul et ses premières expéditions éthiopiennes chez les Danakil en 1933-1934 s'apparentent à des expéditions militaires. Mais cette douceur de vivre que l'auteur veut préserver, on ne sait si c'est pour lui ou pour les autres justement. Et son silence

à propos du Kenya, dont la politique à l'égard des populations nomades et pasteurs n'est pas un modèle du genre, est très inquiétant. Dire en 1987 que le Kenya n'a pas connu de troubles depuis 1963 c'est reprendre de fait le discours officiel de Moi qui a réussi à gommer « l'accident » du 1^{er} août 1982 lors des festivités des vingt-cinq ans d'indépendance en 1988 !

The life of my choice ? Dans la tradition terriblement britannique d'une supériorité sociale et coloniale où l'Afrique n'est plus qu'un terrain de jeu pour gamin attardé. [J.C.]

TLALI (Miriam) — **Entre deux mondes.** (trad. de J.P. Richard.) — Paris, L'Harmattan, 1989.

On connaît le nombre très réduit des femmes noires écrivains en Afrique du Sud. Il faut donc saluer la parution en français du premier livre de Miriam Tlali, *Muriel at Metropolitan*, terminé au tout début des années 70, mais qui dut attendre 1979 pour voir le jour dans une version complète publiée par Longman. Le titre en français est celui que l'auteur avait proposé à l'origine ; la traduction, fort bien faite, convient parfaitement à l'esprit de ce récit dénué de violence meurtrière et d'intrigue amoureuse, mais riche en notations sociales et psychologiques. [J.A.P.]

TRAORÉ (Sékou) — **Questions africaines. Francophonie, langues nationales, prix littéraires, OUA.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 81 p. (Points de vue).

Sékou Traoré est un des spécimens encore vivants que nous a légués la défunte marxiste-léniniste FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) dont il a été un des secrétaires généraux. Traoré en est à sa cinquième logorrhée albanorévolutionnaire et il s'y révèle anti-tout :

anti-colonialiste, anti-néo-colonialiste, anti-impérialiste, anti-FMI, anti-sommets-franco-africains, anti-francophonie et partant anti-ACCT, anti-AUPELF, anti-ADELFI, anti-CAMES, anti-AIMF. Il est anti-récupération des anciens militants de la FEANF, anti-fonctionnaires africains dans les organismes internationaux, anti-dépôt de déchets toxiques sur le continent noir, etc. Et pour éliminer l'impérialisme et ses suppôts, l'auteur nous propose comme solutions des « yaka ». Ainsi en aligne-t-il quatorze aux pages 79 et 80 : « yaka » dénoncer le FMI, « yaka » quitter l'AIMF (Association internationale des maires francophones), le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), etc. Dans ce bouquin, n'effleure aucune dialectique, même plate, pour ainsi dire. Maître Traoré décrète, péremptoire. Et il croit mordicus qu'avec ses « yaka », l'Afrique sera « totalement indépendante et unie, (...) » et, dans un délai historique relativement court, se classera parmi les plus grandes puissances mondiales » (p. 80) ! Ses réponses aux « questions africaines » (quelles sont-elles d'abord ?) sont d'un infantilisme affligeant et ne méritaient guère d'être éditées, même à compte d'auteur. [C.M.T.]

UM NYOBE (Ruben). **Écrits sous maquis.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 296 pages (notes et introduction de J.A. Mbembe).

Après avoir présenté, en 1984, une première sélection des écrits de Ruben Um Nyobé, sélection comprenant surtout des textes rédigés pendant la période où le leader de la lutte anti-colonialiste au Cameroun œuvrait encore dans la légalité (*Le problème national kamerunais*, Paris, L'Harmattan, 1984), Achille Mbembe nous fait aujourd'hui découvrir les écrits sous maquis de son compatriote disparu.

Une chose frappe surtout en comparant les deux tomes : il y a finalement assez peu de différences entre les textes d'avant et d'après mai 1955, date à laquelle Um Nyobé a été contraint

d'opter pour la clandestinité. Paradoxalement, les écrits sous maquis ne nous apprennent rien sur le maquis que Um a animé dans la région bassa, sur ses façon de lutter, son organisation, ses moyens matériels. Comme le signale Mbembe lui-même, Um n'a commis aucune réflexion proprement militaire, et on cherchera en vain dans ce nouveau tome les communiqués militaires triomphalistes que l'on a coutume de découvrir sous la plume des dirigeants d'une lutte armée de libération.

En fait, Um Nyobé s'en tient obstinément à son discours antérieur ; axe son argumentation sur la situation spécifique du Cameroun en tant que territoire sous tutelle, demande incessamment une amnistie qui permettrait à son *Union des Populations du Cameroun* de réapparaître au grand jour. Bref, il essaie de rester dans une légalité injustement perdue, mais revendiquée contre vents et marées.

Sur la base de ces documents on est donc amené à constater que Um a bien été un maquisard malgré lui. Ce constat reste cependant provisoire, car A. Mbembe nous avertit dans sa présentation avoir écarté délibérément de sa sélection les documents de Um rédigés en langue bassa, les articles faits en réponses à des questions ponctuelles et locales, ainsi que la volumineuse correspondance avec les militants de l'UPC hors et sous maquis. Faut-il penser que ces documents nous obligeraient à nuancer l'opinion que l'on peut se former aujourd'hui de la personnalité et de l'œuvre de Um Nyobé ? Un troisième tome semble s'imposer pour pouvoir répondre à cette question.

S'imposent également des publications sur les écrits et l'action des leaders de l'aile dite bamiléké de l'UPC (Roland Moumié, Ernest Ouandié, Abel Kingué), aile réputée plus dure et qui a peut-être, elle, opté consciemment pour la lutte armée. Tant que ces publications n'auront pas vu le jour, notre connaissance de la lutte nationaliste au Cameroun restera incomplète.

Ceci n'est pas un reproche à Mbembe qui, jusqu'ici, a été à peu près le seul Camerounais à essayer de sauver de l'oubli des nationalistes sincères

qui ne sont point à l'honneur dans leur pays. Dans son introduction aux écrits sous maquis, Mbembe pose en effet le problème de l'historiographie de l'UPC au Cameroun, montrant comment l'État postcolonial fait tout pour occulter la mémoire de Um Nyobè et les siens, se comportant comme un État-historien qui impose sa vérité ; vérité qui n'est pas celle des paysans et des paysannes bassa que Mbembe, jeune enfant, a entendu chanter les louanges de leurs héros. S'inscrire en faux contre une telle entreprise d'occultation est faire œuvre salutaire, car « une société qui se respecte n'a pas le droit de permettre à l'État de censurer des morts dont toute la vie a été un témoignage pour les vivants et qui, de ce fait, ont été inscrits dans leur mémorial ». [R.B.]

WITHERELL (Julian W.) ed. — **Africana Resources and Collections : Three Decades of Development and Achievement. Festschrift in Honor of Hans Panofsky.** — Metuchen, London, The Scarecrow Press, 1989, 257 p. bibliogr., index.

Ce livre rassemble des contributions qui inventorient les ouvrages de références généraux et spécialisés (bibliographies, guides, répertoires, catalogues, dictionnaires, encyclopédies, etc) existant dans les bibliothèques américaines, notamment à la Bibliothèque du Congrès, et se rapportant à l'Afrique noire. L'évolution depuis une trentaine d'années de ces instruments de recherche documentaire est due pour beaucoup à l'action de Hans Panofsky qui a réussi à faire de la bibliothèque Melville J. Herskovits à l'Université de Northwestern un centre mondialement connu pour ses ouvrages rares sur les civilisations africaines. Les contributions soulignent aussi les difficultés techniques particulières que rencontre la rédaction de ces ouvrages de référence (changements des noms de personnes et de lieux, etc.) et les obstacles à la création dans les bibliothèques universitaires américaines de réseaux informatisés d'ouvrages paraissant sur l'Afrique. [C.M.T.]

WRIGHT (D.) — **Ayi Kwei Armah's Africa : the Sources of his Fiction.** — Londres, Hans Zell Publishers, 1989, 344 p.

La nouvelle collection *New Perspectives on African Literature* (qui va présenter des monographies critiques sur les principales figures littéraires de l'Afrique) vient, en un choix très judicieux, de consacrer sa première livraison à Ayi Kwei Armah.

Le travail très dense et très documenté que Derek Wright publie sous le titre *Ayi Kwei Armah's Africa : the Sources of his Fiction* entendrait de démontrer que l'écrivain ghanéen est, malgré sa modernité apparente, essentiellement africain. Dans son analyse de *The Beautiful are not yet Born* (1968) le critique récuse, par exemple, la position d'Achebe qui avait déploré le « manque d'authenticité » du livre. Pour D. Wright, l'absence de nom du héros (qui est tout simplement « l'homme ») et le gommage de tout détail trop spécifique ne doivent pas être perçus comme des trahisons d'intellectuel occidentalisé mais au contraire, comme une volonté militante de montrer les ravages de l'aliénation dans tout pays africain. Travaillant sur le thème de « la pourriture accumulée et non évacuée de l'histoire » cher à Armah, le critique prouve que l'imagerie alimentaire, voire scatologique du romancier « doit beaucoup à la tradition orale africaine et à son symbolisme rituel » et dégage du thème obsessionnel de l'excrémentiel de très intéressantes possibilités de régénération. Le rôle ambigu du bouc émissaire est étudié dans cette même optique dialectique et « l'homme » est présenté comme la victime expiatoire qui porte le fardeau de la corruption physique et morale des temps modernes en un cycle éternel de flétrissures et de purifications.

L'analyse du roman suivant, *Fragments* (1970) souligne, cette fois-ci, comment le héros (un *been to* qui refuse le rôle de prêtre du culte du cargo que la communauté voudrait lui faire jouer) est condamné à se « fragmenter » psychologiquement et à finir dans la folie, écrasé

par les exigences philistines d'un ordre social moribond. Dans son chapitre sur *Why are we so Blest ?* (1979), D. Wright n'a aucune peine à démonter les mécanismes de la perversion sexuelle généralisée mise en scène par Armah et à mettre en perspective la présentation que le romancier fait du « colonialisme en tant que rituel érotique ». La bipolarisation du récit est remarquablement mise en valeur par le critique qui excelle à montrer comment les africains de ce récit hargneux sont réduits au rôle de damnés de la terre attendant vainement d'être délivrés de leurs mystifications tandis que les blancs (les « bienheureux » du titre) sont assimilés à des vampires se nourrissant de la détresse noire. Mais cette « fiction raciste », aussi brillante soit-elle, ne trouve pas pleinement grâce aux yeux de D. Wright qui déplore l'obstination de l'auteur à étaler complaisamment l'absence de toute valeur, sauf celle, très négative, de la « destruction des destructeurs ».

Dans ces conditions, on s'attendrait à trouver le critique plus indulgent pour les deux derniers romans, dits histori-

ques, d'Armah. Il n'en est rien car la tentative de « reconstruction visionnaire » du passé qu'ils représentent est doublement récusée : les dogmes du « chemin » (sur lequel repose *Two Thousand Seasons* (1973) et de la « guérison » (qui sous tend *the Healers* (1978) sont présentés comme dangeureusement vagues et élitistes tandis que le recours systématique à la harangue (voire à la diatribe) est dénoncé comme une « enrégimentation » facheuse de l'écriture du romancier.

Malgré ces prises de position partisanses (qui ne font que répondre à celles de l'écrivain), ce long essai est une somme, un ouvrage de référence fondamental qui rend justice aux nombreux aspects du talent d'Armah. Il constitue, en particulier, un éloge littéraire très mérité de la richesse métaphorique du style de ce romancier qui a été (avec Wole Soyinka) un des rares ouest-africains à vouloir (et pouvoir) donner des versions « flamboyantes » — et, de ce fait, peut-être rédemptrices — du désespoir africain. [D.C.]

A NOS LECTEURS

Le numéro 39 de *Politique africaine*, « Spécial 10^e anniversaire », comportait un certain nombre d'erreurs et de « coquilles » typographiques. Les conditions exceptionnelles dans lesquelles a été produit ce numéro — notamment le souci de le publier avant le symposium de Bordeaux, de façon à ce que les participants à cette manifestation scientifique aient le temps d'en prendre connaissance — expliquent, sans le justifier, ce manque de vigilance. Nous prions néanmoins nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.